

Du développement soutenable au « développement durable »

La formule « développement durable », a été, ces dernières années, tellement galvaudée qu'il importe, de rappeler brièvement ce qu'elle signifiait pour ceux qui en ont été les promoteurs et dont nous essayons d'être les continuateurs et surtout les acteurs.

Le concept de développement durable se veut une réponse à un phénomène devenu mondial d'utilisation par une partie de l'humanité de ressources naturelles (au sens large du terme) au delà de leurs capacités de renouvellement (ce qui ne concerne, à l'échelle de l'évolution humaine, que les ressources vivantes) et d'émissions de polluants divers (notamment gaz à effet de serre) qui conduisent à obérer aujourd'hui les possibilités de développement d'une partie de la population humaine et demain l'ensemble de l'humanité. On a coutume d'avancer qu'environ 20 % de l'humanité (les pays dits riches et développés) consomment 80 % des ressources de la planète, en gaspillent une bonne part (les pollutions sont bien souvent l'expression de gaspillages) au détriment, bien entendu, de ceux qui n'ont pas ou plus accès à ces ressources. Ce concept est né avant la prise de conscience du réchauffement climatique et de ses conséquences mais sa mise en œuvre peut y apporter des éléments de réponse.

C'est en mars 1980, que sont utilisés, pour la première fois, officiellement, les termes de «développement durable» ou plutôt de «sustainable development» lorsque l'Union internationale de conservation de la nature (UICN) lance sa « *World conservation strategy : Living resources conservation for sustainable developmnt* » (Stratégie mondiale de la conservation : la conservation des ressources vivantes au service du développement durable)

Les premiers mots de l'avant-propos de cette stratégie sont : *«L'humanité, dans sa volonté de réaliser son développement économique et dans sa quête des richesses naturelles, doit accepter la réalité de la limitation des ressources et de la capacité de charge des écosystèmes, et tenir compte des besoins des générations futures. Tel est le message de la conservation».*

Cette stratégie est fondée sur trois axes principaux :

- le maintien des processus écologiques essentiels et des systèmes entretenant la vie (régénération et protection des sols, recyclage des nutriments, épuration naturelle des eaux).
- la préservation de la diversité génétique dont dépendent le fonctionnement de la plupart de ces processus et systèmes, les programmes de sélection nécessaires à la protection et l'amélioration des plantes cultivées, des animaux domestiques et des micro-organismes, ainsi qu'au progrès scientifique et technique et à l'avenir des nombreuses industries utilisant les ressources vivantes.
- l'utilisation durable des espèces et des écosystèmes (notamment la faune, dont les poissons, les forêts et les pâturages) dont sont tributaires des millions de communautés rurales aussi bien que de grandes industries.

C'est dans cette stratégie qu'apparaît la phrase «*nous n'avons pas hérité la Terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants* » simplement mentionnée comme « adage », phrase qui sera ensuite, sous diverses formulations attribuée à Léopold Senghor, à Antoine de Saint-Exupéry, au chef Seeathl (réputé auteur du fameux discours du chef Seattle qui n'est qu'un

faux), etc. L'auteur de ces lignes s'est enquis auprès de ceux qui attribuaient cette phrase à tel ou tel pour connaître sur quelles sources étaient fondées ces « citations ». Il n'a jamais reçu la moindre réponse...

Signalons que France Nature Environnement tente, sans succès, de faire adopter par M. d'Ornano, alors ministre en charge de l'environnement, une stratégie nationale déclinant la stratégie de l'UICN.

On trouve donc les traits fondamentaux de ce qui sera le «vrai» développement soutenable :

- le souci de développement des sociétés humaines ;
- le souci des générations futures, c'est-à-dire la solidarité entre générations ;
- la prise en compte de l'environnement, c'est-à-dire, l'utilisation raisonnable des ressources naturelles, ce qui implique de tenir compte de limites et de la solidarité avec le monde vivant autre qu'humain.

En 1986, l'UICN développera des compléments à sa stratégie dans les domaines de :

- l'énergie ;
- l'industrie, le commerce et les services.

Cette même année 1980, l'économiste **Ignacy Sachs**, traite des Stratégies de l'écodéveloppement (Editions Economie et humanisme-Editions ouvrières).

La prise en compte des données de l'environnement dans le développement marque une rupture par rapport à une certaine vision économiste que l'on peut illustrer par ces propos de **Jean-Baptiste Say** (1767-1832) « *Les richesses naturelles sont inépuisables, car, sans cela, nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être ni multipliées ni épuisées, elles ne sont pas l'objet des sciences économiques* » (Traité d'économie politique. 1803). Or la seule richesse naturelle inépuisable est l'énergie solaire, tout du moins tant que brillera l'étoile nommée Soleil. Les autres ressources sont épuisables lorsque leur utilisation ne tient pas compte de leurs capacités de renouvellement. C'est le cas pour les ressources minérales (hydrocarbures fossiles, par exemple) qui ne se renouvellent pas à l'échelle des générations humaines. Ce l'est moins pour les ressources vivantes qui peuvent être durables si les conditions de leur usage en permettent le renouvellement. Mais il est vrai qu'à l'époque où écrivait J-B Say, la planète est encore « à découvrir », « à conquérir ». Elle est parcourue par de grands naturalistes voyageurs qui en inventorient les ressources (cf. A. von Humboldt) et semble pourvue de richesses inépuisables que cherchent à conquérir les nations occidentales. Ceci étant, comme on le verra plus tard, certains commencent notamment en Amérique du Nord à se poser la question des possibilités de renouvellement des ressources naturelles, mais ils sont très minoritaires.

Bien plus tard, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, puis dans les années 1960-1970, il y a rupture entre ceux qui estiment que les effets négatifs induits de certaines activités humaines (pollutions par exemple) ne sont qu'un épisode transitoire et ceux qui pensent qu'au-delà d'un certain effet de seuil, la restauration d'un état satisfaisant pour l'humanité n'est plus possible. Jusqu'alors, une croyance héritée du scientisme positiviste du XIX^e conduisait à penser que grâce au progrès scientifique et technique l'on trouverait toujours une solution aux problèmes posés. L'humanité se dirigerait automatiquement vers un avenir radieux. Cela devient de moins en moins évident.

Dans un article fort intéressant (Croissance démographique : qui peut en évaluer les limites ? La Recherche. 264. avril 1994), le démographe **Nathan Keyfitz** met en évidence les différences profondes qui séparent les approches des économistes de celles des biologistes lorsqu'il s'agit de traiter de développement, de croissance. Il souligne ainsi :

- l'économie s'intéresse à la croissance, à l'accroissement continu des biens et des services ;
- la biologie traite de la contingence de l'évolution des êtres vivants ;
- l'efficacité est ce qui importe en économie ;
- la survie prime en biologie : « l'évolution est un jeu dont le seul objet est de rester dans le jeu » (L.B. Slobodkin) ;
- la biologie étudie des situations dans lesquelles une espèce, une population croît et disparaît si elle épuise ses ressources. Elles sont contingentes du bon usage de leurs ressources ;
- l'économie estime que lorsqu'une ressource disparaît il y aura toujours un substitut possible (ce n'est pourtant pas le cas pour la disparition des espèces) ;
- l'économie isole l'homme des autres espèces de la planète ;
- la biologie le place au sein même du cycle de la biosphère ;
- l'économie ne regarde qu'à court terme, au mieux à l'échelle d'une décennie ;
- la biologie embrasse plusieurs siècles ;
- l'économie tronque le cycle des biens en le réduisant à sa seule partie marchande ;
- la biologie prend en compte l'ensemble de ce cycle ;
- l'économie néglige la notion d'échelle. Elle est centrale pour la biologie. Ce qui était vrai dans un monde de 10 millions d'habitants (nos ancêtres chasseurs-cueilleurs...) ne l'est pas forcément dans un monde de 10 milliards (chiffres avancés pour 2050 en 1994). On table aujourd'hui plutôt sur 8 milliards.

Ces réflexions conduisent à penser qu'il y a un quiproquo involontaire ou non au sujet du « développement » ou de la « croissance ».

Tout organisme vivant est appelé naître, se développer et mourir. Le développement est contingent. Il dépend des autres organismes (compétition pour les ressources vitales, coopération entre organismes dont l'observation de la vie et de son évolution montre de multiples exemples). Il ne peut être infini. Il ne peut dépendre d'un modèle unique. Lorsque l'on parle de développement de la société humaine il conviendrait de parler des développements et de leurs limites. Il ne faut pas oublier que « le modèle » en général proposé est hérité d'une vision nord-américaine parfaitement illustrée par un discours du président des Etats-Unis Harry Truman, le 20 janvier 1949, avançant qu'il y avait des régions « sous-développées » qui devaient adopter le modèle américain, selon laquelle « *une plus grosse production est la clé de la prospérité et de la paix (...) les Etats-Unis se distinguent parmi les nations par le développement des techniques industrielles et scientifiques (...), la souffrance des pays sous-développés serait supprimée grâce à l'activité industrielle (...) la hausse du niveau de vie* », c'est-à-dire l'adoption du standard de vie américain. Dans cette optique aucune acceptation des limites ne paraît.

Quant à la croissance, terme auquel il faut ajouter l'adjectif « économique », elle n'admet pas non plus de limites et semble être une vision virtuelle de la réalité du vivant. Comme on le verra ultérieurement, le fait que le rapport du Club de Rome (1972) « The limits to growth » ait été traduit en français par « Halte à la croissance » dénote bien l'incapacité intellectuelle

de certains à imaginer que la croissance puisse ne pas être illimitée. Le virtuel d'une certaine pensée économiste se retrouve dans le concept de PIB (Produit intérieur brut), indicateur censé évaluer les économies des sociétés humaines qui ignore superbement les effets négatifs de certaines activités et le caractère fini de la plupart des ressources qui ne sont ni les unes ni les autres prises en compte (cf. ante les propos de J.-B. Say). Une économie qui ne comptabilise que les effets positifs n'est donc qu'une économie biaisée.

A dire vrai, des réflexions plus anciennes dont certaines propositions élaborées dès le XVIII^e ont des accents que nous ne renierions pas aujourd'hui. Elles pointaient déjà l'inadéquation de certains modes de développement humain avec le maintien de ressources pour les générations futures.

Ce fut le cas en Amérique du Nord où dès les débuts de la colonisation certains s'alarmaient des effets d'un déboisement anarchique dont les effets pèseraient sur les générations futures. Dans la colonie fondée par **William Penn** en 1681 qui deviendra la Pennsylvanie, l'un des tous premiers états des Etats-Unis, il était prévu « *de laisser un hectare d'arbres pour cinq hectares défrichés* » (in *La révolution de l'environnement*. Max Nicholson. Gallimard. Paris. 1973. chap. VIII. L'expérience américaine).

Ces sages préceptes n'ont pas été écoutés. Le 3 avril 1789, le Dr. **Nicholas Collin**, recteur des églises suédoises de Pennsylvanie intervient devant la Société philosophique de Philadelphie et donne lecture d'un « *Essai sur les recherches de Philosophie naturelle qu'il serait de l'intérêt des Etats-Unis d'entreprendre à présent* » d'où il ressort que: « *nos majestueuses forêts sont un trésor national qui mérite toute la sollicitude du philosophe et de l'homme politique patriote. Jusqu'ici, elles ont été abandonnées à la hache de bûcherons brutaux et sans prévoyance (...) N'est-il pas déplorable de voir que tant de cultivateurs américains détruisent ce dont leurs descendants regretteront amèrement l'absence?* » (in *L'homme contre la nature. Essais d'histoire de l'Amérique*. Gilbert Chinard. Hermann. Paris. 1949).

Il ne croyait pas si bien dire car moins d'un demi-siècle plus tard, un constat des conséquences d'une surexploitation des forêts sera établi notamment par deux botanistes français.

François-André Michaux (1770-1855) se plaint dans un ouvrage traitant des arbres forestiers de l'Amérique du nord (*Histoire des arbres forestiers de l'Amérique septentrionale considérés principalement sous les rapports de leur usage dans les arts et de leur introduction dans le commerce*. L. Haussmann et d'Hautel. Paris. 1810-1813, ouvrage traduit en anglais et plusieurs fois réédité aux Etats-Unis) que, ni le gouvernement fédéral, ni ceux de chaque Etat, n'aient conservé des zones boisées. Il en est résulté des effets désastreux, notamment pour l'alimentation en bois de chauffe des villes et la fourniture de bois de construction (raréfaction de la ressource et augmentation des coûts). François-André Michaux légua, en 1855, 20.000 \$ à deux sociétés scientifiques américaines pour le développement d'une sylviculture apte à combattre les effets du déboisement qu'il avait observés.

Jacques-Gérard Milbert (1776-1840) après avoir parcouru les Etats-Unis de 1815 à 1822 confirme les réflexions précédentes dans son « *Itinéraire pittoresque du fleuve Hudson et des parties latérales de l'Amérique du Nord* » publié à Paris en **1828** (Henri Gauguin & Cie.) « *Mais il est un point où dans chaque canton le défrichement doit s'arrêter, si l'on veut, en peu d'années, voir succéder à un pays verdoyant et fertile, une terre aride et dépouillée. Or, cette juste mesure dans les défrichements, c'est cet équilibre entre les parties données à la*

culture, et celles laissées à la grande végétation, c'est enfin cette économie qui ménage avec prudence ce que la nature ne produit qu'avec le concours de siècles, que méconnaissent entièrement les Américains. Ce peuple, sans doute à cause des obstacles qu'il éprouve lors d'un premier établissement, s'est habitué à regarder toute forêt comme un ennemi qu'il faut absolument exterminer; et, pour y parvenir efficacement, il y emploie sans relâche la hache, l'incendie et la mine elle-même. Il ne considère point que ces forêts qu'il abat, principalement sur les hauteurs, s'opposent à l'impétuosité des vents qui ne sont déjà que trop violents dans cette contrée; qu'elles arrêtent et fixent les nuages qui se distillent ensuite en rosée sur elles-mêmes; qu'elles sont la source féconde et intarissable de ces fontaines qui s'échappent de tous les hauteurs et surgissent même des plaines; enfin qu'elles sont une cause puissante de salubrité par les torrens d'oxygène qu'elles versent dans l'air.

Déjà les funestes effets de cette destruction se sont fait sentir en cent lieux différens. Volney remarquait, il y a près de trente ans que les Etats du Kentucky et du Tennessee éprouvaient une aridité due à ces défrichemens inconsidérés, et qui s'accroissent en raison directe du déboisement du pays; qu'une multitude de ruisseaux, autrefois permanens, manquaient d'eau chaque été, plusieurs moulins avaient été abandonnés par cette cause »(...)» C'est principalement aux environs des grandes villes que la destruction a été plus complète, parce que là se joignaient à l'antipathie nationale contre tout pays boisé, une plus grande division des terrains, des cultures plus rapprochées, et surtout le besoin continuel de charpentes et de combustibles. »(...)» Il serait urgent de mettre des bornes aux progrès menaçans du mal; mais le remède ne peut être apporté que par le gouvernement des Etats particuliers ou par l'Etat général. En effet on ne peut raisonnablement espérer qu'un colon ignorant ou intéressé soit frappé de ces grandes considérations d'ordre et d'intérêt général que nous avons effleurées, et qu'il s'impose lui-même des limites à ses droits de propriété; qu'il s'abstienne, par exemple de dépouiller sa montagne de peur de faire tarir les puits forés de son voisin de plaine, ou de dissiper le nuage bienfaisant qui doit porter au loin la fécondité. » (...) « Aux Etats-Unis, où la liberté fait la base de toutes les institutions et l'esprit de toutes les lois, on a tellement craint de porter atteinte à ces droits sacrés, qu'on n'a point encore prévu les cas où l'intérêt général en exigerait le sacrifice. Cependant, comme après tout, cet intérêt général exactement défini n'est autre chose que le salut du peuple, loi suprême des gouvernemens, il est hors de doute que le gouvernement fédéral ne doit point hésiter à établir une législation forestière, pour parvenir efficacement à sauver d'une destruction inconsidérée ces antiques forêts, principale richesse de son territoire ».

A la même époque, **Jean-Baptiste de Monet**, chevalier de **Lamarck** écrit, en 1830, dans son «*Système analytique des connaissances positives de l'homme restreintes à celles qui proviennent directement ou indirectement de l'observation*» (J-B. Baillière. Paris) «*L'homme, par son égoïsme trop peu clairvoyant pour ses propres intérêts, par son penchant à jouir de tout ce qui est à sa disposition, en un mot, par son insouciance pour l'avenir et pour ses semblables, semble travailler à l'anéantissement de ses moyens de conservation et à la destruction même de sa propre espèce. En détruisant partout les grands végétaux qui protégeaient le sol, pour des objets qui satisfont son avidité du moment, il amène rapidement à la stérilité ce sol qu'il habite, donne lieu au tarissement des sources, en écarte les animaux qui y trouvaient leur subsistance et fait que de grandes parties du globe, autrefois très fertiles et très peuplées à tous égards, sont maintenant nues, stériles, inhabitables et désertes. (...). On dirait que l'homme est destiné à s'exterminer lui-même après avoir rendu le globe inhabitable.* ».

Georges B. Emerson, président de la Société d'histoire naturelle de Boston de 1837 à 1843, avec l'aide des responsables politiques du Massachusetts, met en place une commission d'enquête chargée de dresser l'inventaire de la flore et de la faune de l'état. Il rédige lui même

un « *Rapport sur les arbres et les arbustes poussant naturellement dans les forêts du Massachussets* » publié en 1846. Il plaide avec vigueur pour « une économie plus sage » dans la gestion forestière, l'on parlerait aujourd'hui de gestion durable car comme il l'écrit : « *l'adresse et la prévoyance du Yankee semblent l'abandonner dès qu'il saisit une hache* ». En effet, le Massachussets, quelques décennies plus tôt producteur de bois, en était devenu importateur à partir des ressources forestières des états du Maine et de New-York. (in *Les pionniers de l'écologie*. Donald Worster. Sang de la terre. Paris. 1992).

L'arrivée continue de colons européens, tout au long du XIX^e siècle, à la recherche de terres nouvelles est en train de faire disparaître aussi bien de vastes étendues boisées que la grande prairie avec des faire valoir inadaptés tant à la nature du sol que des conditions climatiques. Les conséquences s'en feront sentir à la fin du siècle et au début du XX^e avec dans de nombreux états de l'Ouest, le phénomène du « Dust bowl » dont les premières pages du roman de Steinbeck, « *les Raisins de la colère* » donnent une description saisissante. Il s'en suivra catastrophes écologique et économique et déplacements de populations massifs.

Et pourtant, ce ne sont pas les tentatives d'alerter qui font défaut. Par exemple, **George-Perkins Marsh** (1801-1882), après plusieurs séjours dans divers pays riverains de la Méditerranée, frappé par les effets dévastateurs de la déforestation et du surpâturage tente d'alerter ses concitoyens sur les dangers d'une mauvaise exploitation des ressources naturelles et sur la nécessité d'anticiper et d'adopter des techniques agricoles et forestières raisonnables dans un ouvrage publié en 1864 : « *L'Homme et la Nature ou la Géographie physique telle que modifiée par l'action de l'Homme* » (Man and Nature or Physical geography as modified by human action. Charles Scribner. New York) qui sera enrichi et réédité en 1874. Il a des accents que ne renieraient pas certains de nos contemporains lors qu'il écrit : « *L'homme a trop longtemps oublié que la terre a été donnée seulement pour usufruit, non pas pour la consommation, encore moins pour une dilapidation éhontée* ».

Dans le tome II de « *La Terre* » publié en 1869, le géographe **Elisée Reclus** (1830-1905) attire lui aussi l'attention sur certains effets dévastateurs de certaines activités humaines mais aussi sur certains aspects positifs appelant tout à la fois à une meilleure connaissance scientifique du fonctionnement de la planète et aux « *progrès moraux* » nécessaires à une « *harmonie* » qui ne pourra s'instaurer « *tant que les hommes ne seront pas unis en un concert de justice et de paix* ».

Ce sont là des propos anticipant ceux d'un Philippe Desbrosses (préface de *Guérir la Terre*. Albin Michel, 2010) écrivant : « *Nous devons admettre que le salut du monde ne peut provenir que de la coopération des intelligences et non de leur compétition exacerbée. En privilégiant la dimension humaniste et spirituelle dans les plans de réforme des politiques économiques on peut contribuer à l'émergence d'une société de la confiance et de la coopération* ». Il faut noter que c'est à Reclus que l'on doit, pour bonne part, la diffusion des idées de G.-P. Marsh. Dans son ouvrage magistral « *L'Homme et la terre* » achevée en 1905, l'année de son décès, il s'inquiète à nouveau, en maints endroits, de la destruction de ressources naturelles, notamment forestières aux Etats-Unis, au Canada ou au Brésil, ressources gaspillées, mal gérées qui feront défaut aux générations suivantes. En écrivant : « *La nature impose des limites à l'action humaine, il faut donc savoir jusqu'où aller dans l'aménagement du milieu naturel et s'arrêter avant que ne s'amorcent ces déséquilibres irréversibles d'autant plus probables que le milieu naturel est fragile* », il fait preuve d'un esprit prophétique à une époque où une certaine pensée unique « politiquement correcte » fait du Progrès une source automatique du Bien et de la Science un moyen aux pouvoirs illimités

et bénéfiques permettant d'y accéder. Reclus parle déjà d'une restauration possible de la nature détruite : la « *restruction* » de la nature qui doit prendre le relais de la destruction. C'est dans ces ouvrages que Reclus s'inscrit en faux par rapport à la vision développée par certains disciples de Darwin avançant que le moteur du fonctionnement de la Vie est l'élimination des faibles par les forts, le fameux « *struggle for life* » que reprend Marx dans sa lutte des classes. Reclus et son ami Kropotkine montrent qu'il y a, au contraire, de multiples exemples de coopération entre organismes vivants.

Le XX^e siècle commençant voit s'accroître l'inquiétude d'une disparition de ressources indispensables à l'humanité. La période de l'investigation du monde s'achève. Il y a de moins en moins d'espaces nouveaux et donc de ressources à découvrir. Et puis la question d'une éventuelle modification du climat de la Terre par suite de certaines activités humaines vient d'être posée. En 1896, le suédois **Svante August Arrhenius** (1859-1927), qui sera Prix Nobel de chimie en 1903 pour ses travaux sur l'électrolyse, annonce que la combustion massive de charbon conduira à des émissions de CO₂ provoquant un réchauffement général de l'atmosphère terrestre. (Avec le recul on constate qu'Arrhenius avait vu juste même s'il s'était trompé sur la rapidité avec laquelle le processus s'est développé. Le réchauffement a été plus rapide que prévu).

En janvier 1909, le président **Théodore Roosevelt**, invite à La Haye, une conférence internationale où 45 pays discutent des meilleurs moyens pour dresser l'inventaire des ressources naturelles indispensables à la vie économique et en assurer une utilisation rationnelle. Il déclare alors : *"Nous nous sommes enrichis de l'utilisation prodigieuse de nos ressources naturelles et nous avons de justes raisons d'être fiers de notre progrès. Mais le temps est venu d'envisager sérieusement ce qui arrivera quand nos forêts ne seront plus, quand le charbon, le fer et le pétrole seront épuisés, quand le sol aura encore été appauvri et lessivé vers les fleuves, polluant leurs eaux, dénudant les champs et faisant obstacle à la navigation"*. Les conclusions de cette réunion n'auront guère d'échos et les deux conflits mondiaux de 1914-1918 puis de 1939-1945 anéantiront les efforts faits par quelques scientifiques pour engager des actions à l'échelle internationale.

1949. Publication de la traduction française de « *La planète au pillage* » de **Fairfield Osborn** (Bibliothèque scientifique. Payot. Paris). Dans sa conclusion l'auteur constate : « *La marée de la population humaine monte toujours tandis que baisse le grand réservoir des ressources naturelles dont elle tire sa subsistance. Les techniciens auront beau se dépasser eux-mêmes dans la création de produits susceptibles de remplacer les aliments naturels, on aura beau mettre en valeur de nouvelles zones, par exemple dans les pays tropicaux ou subtropicaux, il n'en reste pas moins impossible de compter sur les nouvelles ressources à en provenir pour arrêter l'élan terrifiant des attaques aujourd'hui dirigées contre les ressources vitales naturelles du monde entier. A cela une seule solution est possible : l'homme doit reconnaître la nécessité où il se trouve de collaborer avec la nature. Il doit rabattre de ses exigences, utiliser et conserver les ressources naturelles du monde entier de la seule manière qui puisse permettre à la civilisation de se maintenir. La solution finale ne peut venir que d'une meilleure compréhension du grand et éternel processus des forces naturelles. Le temps est aujourd'hui fini où l'on pouvait espérer le braver impunément.* »

1951. Publication par l'Union internationale pour la protection de la nature (UIPN) créée en 1948 à Fontainebleau d'un rapport sur les rapprochements nécessaires à mettre en œuvre entre économie et écologie. L'UIPN adoptera quelques années plus tard le nom d'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

1954. Publication de « *La technique ou l'enjeu du siècle* » de Jacques Ellul (Armand Colin). Ouvrage magistral qui remet en cause la croyance quasi mythique dans une science et des techniques susceptibles de supprimer toutes les limites et donc de conduire l'humanité dans un « Progrès » sans fin. J. Ellul tout au long de son œuvre reviendra sur ce thème (par exemple : *Le système technicien*. 1977. Calman-Lévy, *A temps et contre temps*. 1981. Le Centurion).

1965. Le biologiste et philosophe **Jean Rostand** écrit : « *Jusqu'à ces derniers temps, l'homme avait le sentiment qu'il logeait dans une nature immense, illimitée, inépuisable, dans une nature qui n'était pas à son échelle et qui était si hors de mesure qu'il ne pouvait même supposer qu'une action venant de lui pût avoir sur elle un retentissement fâcheux. L'idée ne pouvait lui venir qu'il aurait un jour à épargner cette géante, cette énorme, qu'il aurait à en prendre soin, à la ménager, qu'il lui faudrait veiller à n'en pas gaspiller les ressources, à ne pas les endommager ou meurtrir, à ne pas la souiller en y déversant les excréments de ses techniques (...)*

Et voilà que maintenant, lui si petit, si chétif, et qui se croyait si anodin, il doit se considérer comme une menace, comme un danger pour elle; il doit s'inquiéter des effets de son pouvoir, contrôler ses faits et gestes, se garder de lui faire du tort, s'interdire de se mal conduire envers elle. (...)

On ne peut plus tout se permettre vis-à-vis de la Nature ! Il y a des précautions à prendre pour maintenir la salubrité de notre habitacle, pour ne pas faire trop de dégâts dans notre logis.

L'homme, désormais, ne se sent plus noyé, perdu englouti, dans une immensité ambiante; et il y a là sans doute de quoi lui donner quelque orgueil, mais aussi de quoi faire naître en lui un sentiment de responsabilité, générateur de scrupules.

D'où vient ce renversement de situation ?

Il a évidemment deux causes principales : d'une part, l'accroissement de la population, qui a fait de l'homme un animal beaucoup plus encombrant, et, d'autre part, les immenses progrès de la civilisation technique qui étendent démesurément ses moyens d'action.

Pour l'instant, on ne constate aucun ralentissement dans le rythme de la prolifération des êtres humains ; et quant aux progrès techniques, ils dépassent sans cesse les prévisions les plus ambitieuses de la veille.

Je sais, il y a des gens qui disent, enivrés qu'ils sont par nos petits bonds dans le cosmos : eh bien, quand l'homme aura épuisé le fonds nourricier de la planète, quand il aura dégradé, détérioré, pillé tous les magasins terrestres, quand il se sera rendu le globe inhabitable avec ses ordures radio-actives, avec ses pétroles, ses insecticides, etc., eh bien, il s'en ira, il émigrera sur une autre planète, qu'il mettra à sac et souillera à son tour (...)

N'y comptons pas trop (...). En attendant que ces phantasmes deviennent réalité traitons avec égard, en bons terricoles, notre domicile terrestre ; vivons comme si nous devions y faire encore un très long séjour. Ne nous conduisons pas en locataires indéliques, ne dégradons pas les lieux où nous respirons. Respectons ce petit globe qui nous supporte (...) L'humanité n'est pas une passante. Un poète a dit : « Naître, vivre et mourir dans la même maison... » Il est probable que le sort de l'homme est de naître, de vivre et mourir sur la même planète ». (Le Courrier de la nature, n°18. Octobre-décembre 1965).

Cette même année 1965, **Jean Dorst**, publie son remarquable «*Avant que nature meure*» (Delachaux & Niestlé) dont cette phrase, tirée de la conclusion, illustre bien la tonalité générale au delà du constat des destructions des ressources vivantes dont l'homme a été et est l'auteur : «*Le vieux contrat qui unissait le primitif et son habitat a été brisé d'une manière*

unilatérale par l'homme dès que celui-ci s'est cru assez fort pour ne suivre dorénavant que les seules lois forgées par lui-même. Il convient même si cela coûte à notre orgueil, de revoir entièrement cette position, de signer un nouveau pacte avec la nature nous permettant de vivre en harmonie avec elle. Ceci est la meilleure manière d'en tirer un revenu permettant à l'homme de se maintenir sur terre et de faire progresser sa civilisation sur le plan technique comme sur le plan spirituel». Un naturaliste breton, pionnier de la protection de la nature, Michel-Hervé Julien, publie également en 1965 un excellent petit ouvrage de vulgarisation «*L'homme et la nature*».

En septembre 1968, l'Unesco organise à Paris le colloque « Utilisation et conservation de la biosphère ». Ce colloque trop souvent injustement oublié a tracé les lignes de ce qui deviendra plus tard le concept de développement durable ou soutenable. A **René Dubos, Frazer Darling** et **François Bourlière** est due la contribution « *L'homme et ses écosystèmes ; l'objectif d'un équilibre dynamique avec le milieu satisfaisant les besoins physiques, économiques, sociaux et spirituels* ». Il faut rappeler que René Dubos (en général peu connu des Français), qui prendra une part active à la Conférence de Stockholm en 1972, était un microbiologiste d'origine française, de formation agronomique, établi aux Etats-Unis avant la Seconde guerre mondiale. On lui doit le développement des antibiotiques. C'était également un philosophe et écrivain très tôt préoccupé par les rapports de l'homme et de son environnement. Il est l'auteur de la formule fameuse : « *Penser globalement, agir localement* » (in *Courtisons la Terre*. Stock. Paris 1980). Quant à François Bourlière, médecin pionnier de la gériatrie en France, il était également un écologue réputé et un protecteur de la nature affirmé, de la race de ces grands médecins du XIX^e et du début du XX^e siècle, sachant dépasser le champ restreint de leur spécialité scientifique pour s'intéresser à l'homme dans toute sa complexité. De leurs propos, il ressort que, nous les hommes, ne pouvons pas faire n'importe quoi malgré une vision illusoire des capacités de la Science et des techniques à résoudre tous les problèmes : « *Comme l'homme moderne ne cesse de conquérir des milieux nouveaux, on a l'impression que son adaptabilité biologique est plus grande et qu'il se libère ainsi de la loi évolutive qui a régi son passé. Ce n'est là toutefois qu'une illusion (...). La remarquable tolérance de l'homme à des conditions profondément différentes de celles dans lesquelles il s'est développé a donné naissance à un mythe selon lequel il pourrait modifier indéfiniment et sans risque son mode et son milieu de vie grâce au progrès technologique et social ; il n'en est rien (...). On dit souvent que le progrès de l'homme dépend de sa capacité de vaincre la nature. Or tout individu a des besoins biologiques et affectifs qui exigent de sa part non pas une victoire sur la nature, mais plutôt une action en harmonie avec les forces naturelles (...). Conserver, c'est assurément maintenir un équilibre entre les multiples éléments de la nature (humanité comprise). Cette doctrine est difficile à concilier avec l'orientation actuelle de la civilisation moderne, qui repose sur l'idée que l'homme, à l'image de Faust, ne doit reconnaître aucune limite à son pouvoir (...). Nous ne pouvons continuer pendant longtemps, selon la tendance actuelle, d'accumuler des commodités d'importance secondaire et de corriger des défauts mineurs sans tenir compte du risque d'accroître la probabilité de désastres dus au milieu. Si la civilisation technologique n'a pour but que de produire plus vite des quantités plus importantes des mêmes choses, demain ne sera qu'un aujourd'hui monstrueux* ».

Le moins que l'on puisse dire est que ce qui apparaissait en 1968 comme une éventualité devient réalité. Nous sommes entrés dans un monde monstrueux. Mais n'avait-il pas déjà commencé lorsque fut larguée la première bombe atomique sur Hiroshima en août 1945, événement sinistre commenté par Albert Camus écrivant « *la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie* »?

1971. Lancement du programme international « L'homme et la biosphère » par l'UNESCO, dit programme MAB (Man and Biosphere). C'est la suite du colloque sur les ressources de la biosphère de 1968. Il vise à « *encourager la recherche interdisciplinaire, la formation et la démonstration sur la gestion des ressources* ».

A l'automne 1971, lancement du concept d'« écodéveloppement » par quelques économistes du Nord et du Sud : **Samir Amin, Charles Corr a, Marc Nerfin, Ignacy Sachs**) réunis en Suisse par **Maurice Strong** qui sera secrétaire général des Conférences des Nations unies de Stockholm en 1972 et de Rio de Janeiro en 1992.

Janvier 1972. Publication du rapport du Club de Rome «*The Limits to Growth*»  dit  en français sous le titre à sensation et malhonnête de «*Halte à la croissance* », source, ensuite, de bien de quiproquos. Il s'en suivra que beaucoup, n'ayant pas lu d'ailleurs le rapport, s'en tiendront à un discours véhément à l'encontre d'adeptes présumés de la décroissance ou de la croissance zéro, confondant volontairement ou involontairement « limitation » avec « interdiction ». C'est comme si vouloir la limitation de la vitesse des automobiles signifiait vouloir en interdire l'utilisation !

La déclaration finale de la Conférence de Stockholm sur l'environnement réunie en juin 1972, propose un développement « *respectant simultanément les trois critères de la finalité sociale, de la prudence écologique et de l'efficacité économique mesurée à l'aune sociale et non pas simplement à celle de la rentabilité macro-économique* » (La planète Terre, entre nos mains. La Documentation Française. 1994).

1973. Premiers travaux de l' cole de Pimentel ( cologue américain de l'Université Cornell) sur les coûts énergétiques de l'agriculture dite moderne (Food production and the energy crisis. Science vol.182.2/XI/1973). Constat que lorsque dans les agricultures dites « primitives » 5 à 50 calories alimentaires sont produites pour 1 calorie investie, dans les agricultures dites « modernes » il faut 5 à 10 calories d'hydrocarbures fossiles pour produire 1 calorie alimentaire.

En 1983, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies propose la constitution d'une Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Ses travaux seront dirigés par **Mme Gro Harlem Brundtland** (Norvège) et **M. Mansour Khalid** (Soudan).

Par ailleurs, dans le cadre du règlement portant réforme de la PAC de 1985 en son article 19, la Communauté européenne propose des mesures « *en vue de contribuer à l'introduction ou au maintien des pratiques de production agricole qui soient compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et des ressources naturelles* ». En France, il y a blocage de la FNSEA et des services du ministère de l'agriculture. Dans le même temps, entre 1985 et 1989, la Grande-Bretagne instaure ces mesures sur 800 000 ha, la République fédérale d'Allemagne, sur 222 400 ha.

Publication, en 1987, du rapport « *Our common future* » dit rapport Brundtland. Ce rapport est publié en français sous le titre « *Notre avenir à tous* » en 1988, au Québec (Les Editions du Fleuve). Le développement soutenable est simplement défini comme un développement capable « *de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs* » (...) « *La notion de développement soutenable implique certes des limites. Il ne s'agit pas de limites absolues mais de celles qu'imposent*

l'état actuel de nos techniques et de l'organisation sociale ainsi que de la capacité de la biosphère de supporter les effets de l'activité humaine ».

En effet. « Les comptes sont peut-être encore positifs pour notre génération, mais nos enfants hériteront d'une balance négative. Nous empruntons un capital écologique aux générations à venir, en sachant pertinemment que nous ne pourrons jamais le leur rembourser. Ils auront beau nous maudire d'avoir été si dépensiers, ils ne pourront jamais récupérer ce que nous leur devons. Nous agissons de la sorte parce que nous n'avons pas de comptes à rendre: les générations futures ne votent pas, elles n'ont aucun pouvoir politique ou financier, elles ne peuvent s'élever contre nos décisions » (...) « Les objectifs du développement soutenable, du bon environnement et des niveaux de vie décents pour tous les hommes ne peuvent être atteints que moyennant de très profonds changements d'attitude. »

L'éditeur a utilisé l'adjectif «soutenable» au lieu de «durable», à la demande de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement qui percevait vraisemblablement les dérives qu'entraînerait l'utilisation du mot «durable». C'est d'ailleurs ce que feront remarquer divers commentateurs :

- « *développement durable, traduction douteuse du terme anglais sustainable development* » (in La planète entre nos mains. La documentation française.1994) ;
- « *le terme de développement durable est perfidement ambigu* » notamment parce que certains n'y voient qu' «une croissance plus raffinée» et refusent « *d'accepter l'obligation de restrictions matérielles à l'économie* ». (M. Wackernagel & W.Rees. Our Ecological Footprint. Reducing Human Impact on the Earth. 1996. Edition française. Les Editions Ecosociété. Montreal. 1999) ;
- « *Or sustainable ne signifie pas seulement « durable », mais aussi « viable » et « viable ».* L'objectif, dont on affirme la légitimité, est d'assurer un développement (économique et social) qui reproduise, à long terme (durable), les conditions sociales et environnementales de sa possibilité » (C.& R. Larrère. Du bon usage de la nature, pour une philosophie de l'environnement. Alto Aubier. Paris. 1997) ;
- « *Dans une bataille confuse au sein de la francophonie, où s'affrontèrent Suisses et Québécois, la traduction officiellement adoptée fut « développement durable », ce qui revient à jeter au panier la première moitié de la définition* » (A. Lipietz. économiste. Qu'est ce que l'écologie. La Grande Transformation du XXI^e siècle. La Découverte. Paris.1999) ;
- « *Le développement durable a été perverti de cinq manières : en premier lieu, par le monde des affaires, qui l'a rendu synonyme de croissance durable. Il s'agit là d'un oxymoron qui reflète le conflit entre une vision commerciale et une vision environnementale, sociale et culturelle du monde. Il est ainsi devenu un slogan pour les firmes multinationales et les milieux d'affaires.* » (Sadruddin Aga Khan. Le développement durable, une notion pervertie. Le Monde diplomatique. Décembre 2002) ;
- « *Le développement durable, c'est impossible (...)* Notre planète limitée ne peut fournir de ressources naturelles illimitées » (S. Latouche. Economiste. Terre sauvage. Novembre 2002)
- « *Le terme anglais, malmené dans sa traduction française, est celui de « sustainable », qui permet à certains d'ajouter à la dimension temporelle une dimension morale : le développement dont il est question doit pouvoir être éthiquement justifiée, rallier l'assentiment en terme de fraternité et de solidarité* ». (Les engagements du développement durable. J. Arnould. La Croix, 17-06-2003)

Il faut noter également que le rapport Brundtland souligne que la notion de développement soutenable implique des limites, ce qui est, en général, passé sous silence, tout comme les réflexions sur « *la course aux armements qui accapare des ressources qui pourraient être*

mieux utilisées pour réduire les menaces à la sécurité causées par la crise de l'environnement et par la misère » que certains chantres gouvernementaux du développement durable ont soigneusement tendance à mettre sous le boisseau.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro en 1992 ne fera que formaliser, sous forme de principes avancés dans la déclaration sur l'environnement et le développement dite déclaration de Rio les éléments constitutifs du développement soutenable à savoir les piliers économique, social et environnemental. A noter l'introduction du principe de précaution et l'adoption de l'Agenda 21 (ou Plan d'action 21). Cette déclaration est complétée par la convention sur la diversité biologique et la convention sur le climat.

Le sommet mondial des Nations-Unies pour le développement durable de Johannesburg de septembre 2002 a montré que l'encens abondamment dispensé des discours de bonne volonté n'arrivait pas à masquer l'indigence des réalisations annoncées comme indispensables dix ans auparavant. Le président de la République française constate « *la maison brûle et nous regardons ailleurs* »

Comme l'écrit pudiquement un expert des conventions internationales : « *Conscients des progrès modestes accomplis depuis le Sommet de Rio, beaucoup de pays ont hésité à accepter des objectifs-nouveaux ou non- qui risquaient de ne pas être atteints* » (Maguelonne Dejeant-Pons. Un bien long chemin Stockholm-Rio-Johannesburg in Planète Vie-Planète Mort. M. Stenger. Le Cerf. 2005). Ces pays ont préféré s'interroger sur les modalités pratiques d'une mise en œuvre future de politiques de développement durable...

28 février 2005. Le Congrès réuni à Versailles vote l'adossement à la Constitution de la Charte de l'Environnement. Celle-ci stipule (Art. 2) que « Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement » et (Art. 6) que « *les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique net le progrès social* ».

Il est un point à souligner : pas plus la déclaration de Stockholm que celles de Rio de Janeiro ou de Johannesburg ne font appel explicitement à un changement individuel de mode de vie des citoyens notamment des pays les plus favorisés, à une morale des rapports entre les hommes. Ce sont les mouvements associatifs et les églises qui ont constamment rappelé cette dimension.

Pourquoi le développement soutenable ?

Parce que c'est une tentative de réponse à une prise de conscience progressive du fait que :

- a) la population humaine s'accroît ;
- b) la demande en ressources augmente évidemment avec la démographie mais aussi avec les modes de fonctionnement des sociétés dites développées. On a coutume de dire que si l'ensemble des habitants de notre planète devait adopter le mode de vie Nord-américain il nous faudrait les ressources de quatre planètes or nous n'en avons qu'une ;

- c) la disponibilité des ressources n'est pas infinie soit parce que surexploitées elles disparaissent (cf. par exemple le stock halieutique de morues au large de Terre-Neuve), soit parce qu'elles sont dégradées (pollutions diverses).

Cela conduit à un état de crise aux facettes multiples :

- l'augmentation des humains touchés par la faim, qui sont paradoxalement surtout des ruraux : 730 millions en 1986, 850 millions en 2006, 920 en 2007, 960 en 2008, 1 milliard en 2009 (au moment où, 1 milliard 125 millions d'humains sont en surpoids...);
- l'entrée dans une période de changement climatique où il n'est plus question de « lutter contre », nous sommes dedans, mais de se préparer à s'y adapter tout en essayant, bien entendu, d'en limiter l'ampleur. Cela veut dire qu'il faut, dès maintenant, être en mesure d'accueillir des « réfugiés climatiques ». L'on ne peut oublier que l'Europe a déjà connu des migrations climatiques quand la remontée du niveau de la mer (vers 270-350 de notre ère) a contribué aux grandes invasions en chassant des rives de la mer Baltique et de la mer du Nord, les Saxons, les Frisons, les Angles et les Jutes. Mais il est évident qu'un même processus (remontée du niveau des océans) n'a pas le même impact s'il concerne de petites populations mobiles ou des populations sédentaires liées à des infrastructures lourdes. A voir comment l'Europe et particulièrement notre pays s'érigent en forteresses face aux migrants venus des pays en conflits au sud de la Méditerranée, on mesure combien sera difficile la conception et le développement d'une stratégie d'accueil de « migrants climatiques » fondée sur la solidarité et le partage ;
- l'érosion de la diversité biologique, diversité dont nous sommes tributaires. Toute espèce est appelée à disparaître. Depuis ses origines la Vie a connu des périodes d'extinctions massives. Ce qui est nouveau est la rapidité et l'ampleur du phénomène constaté par les biologistes qui est de 100 à 1000 fois supérieur au taux « naturel » ;
- la contamination par la chimie de synthèse du monde vivant comme jamais cela ne s'est produit depuis près de 3 milliards d'années. A titre d'exemple, 100.000 molécules nouvelles ont été enregistrées en Europe depuis 1981 dont 80 % n'avaient fait l'objet d'aucune étude d'impact sur la santé et l'environnement. Mme Brundtland, dans son rapport de 1987, signalait qu'aux Etats-Unis sur un échantillon de 65725 produits chimiques d'utilisation courante, seuls 10% des pesticides et 18 % des médicaments étaient dotés d'une évaluation complète des risques pour la santé ;
- l'entrée dans une économie virtuelle. En 2008, sur les 3200 milliards de \$ s'échangeant sur les marchés financiers, seuls 115 correspondaient à des activités économiques réelles. Le maintien du PIB comme indicateur de la santé économique des pays alors qu'il s'agit là d'un système absurde qui ne comptabilise que les aspects positifs d'une activité économique ignorant le poids des aspects négatifs ;
- la dévolution de budgets d'armements sans commune mesure avec ceux consacrés à réduire les inégalités (867 milliards de \$ en 1998, 1204 en 2006, 1339 en 2008). Or ces dépenses sont dues pour l'essentiel à des pays qui ont signé, en 1972, l'appel de Stockholm stipulant que « les états signataires s'efforceront dans les meilleurs délais,

à un accord sur l'élimination et la destruction complète des armes nucléaires et de tous les autres moyens de destruction massive ». Dans le même temps, entre 2005 et 2007, l'aide publique au développement des 22 pays les plus riches de la planète n'a fait que baisser : 107, 1 milliard de \$ en 2005, 104,4 en 2006 et 103, 7 en 2007.

En définitive, mettre en œuvre le développement soutenable c'est entrer (enfin) dans une société dont le fonctionnement soit fondé, entre autre, sur un principe de cohérence. Ce n'est toujours pas le cas.

Je prendrai deux exemples vécus :

1°) Les marées vertes qui ont fait l'actualité il y a quelques mois avec la campagne d'affiches de France Nature Environnement.

Les « marées vertes » qui touchent de plus en plus fréquemment le littoral, notamment breton, - un inventaire de 2008 indique qu'en France l'on pouvait observer des marées vertes sur les côtes depuis le département du Calvados (Basse-Normandie) jusqu'à celui de Charente-Maritime (Poitou-Charente) - sont, pour bonne part, dues à l'excès de substances azotées (nitrates) dans les milieux aquatiques provoquant une prolifération d'algues vertes. Ces nitrates issus de l'agriculture intensive et de l'élevage hors-sol (en particulier lisier de porcs et volaille) mais aussi aquacole, des industries agro-alimentaires (par exemple, abattoirs) et des effluents urbains touchent les milieux aquatiques d'eau douce puis littoraux saumâtres ou salés. Ils affectent la qualité des eaux de boisson (fermeture d'entreprises d'embouteillage, de captages, distribution d'une eau hors norme de potabilité, conduisant à une quasi obligation pour certaines populations au recours à de l'eau en bouteille venue de régions encore exemptes de surcharges azotées) et induisent les proliférations d'algues vertes mais aussi d'autres organismes (Dinoflagellés), constituant du phytoplancton, contenant des toxines rendant impropres à la consommation les coquillages filtreurs (moules, huîtres, etc.). Le développement des algues vertes affecte, outre la fréquentation touristique des plages, la production conchylicole (par exemple en recouvrant les poches où sont élevées les huîtres). Par ailleurs, la décomposition des algues amassées produit de l'hydrogène sulfuré, un gaz toxique.

Les premières marées vertes sont apparues en Bretagne dans les années cinquante. Elles n'ont cessé de se développer sur le linéaire côtier mais également dans le temps puisque maintenant l'on peut en observer même en hiver. Les causes ont été identifiées depuis plus de vingt cinq ans. De multiples programmes visant à une diminution des rejets d'excédents azotés ont été lancés par les pouvoirs publics. Le coût a été chiffré à un milliard d'euros (Philippe Le Goff, économiste, professeur à l'Agrocampus de Rennes. Ouest-France, 25 septembre 2009). La Cour des comptes (en 2002, 2009 et 2010), le Conseil d'Etat, en 2010, ont fait le constat que les pollutions par les excédents azotés se poursuivaient essentiellement parce que les services de l'Etat, censés veiller au respect des normes, regardaient ailleurs... Ainsi l'on a pu constater, ces dernières années, des eaux dont la teneur en nitrates dépassait les normes acceptables déclarées néanmoins « conformes par dérogation ». C'est ce qui a conduit des associations de protection de la nature et des associations de consommateurs à attaquer l'Etat et...obtenir gain de cause (cf. par exemple la Cour d'appel de Nantes confirmant, en 2009, un arrêt du tribunal administratif de Rennes et constatant une « *pratique générale défailante des préfets* »).

Au lieu de s'attaquer aux causes notamment un modèle économique d'élevage hors-sol n'intégrant pas le coût des pollutions induites, les pouvoirs publics (encouragés il faut bien le dire par certains élus) développent des programmes d'installations de traitement des algues et de méthanisation des lisiers. Ce qui veut dire qu'il faudra que se poursuivent les pollutions pour que ces installations fonctionnent !

A titre d'exemple du coût de la multiplication des algues vertes pour la collectivité on peut citer le cas de la communauté Lannion-Trégor Agglomération qui, en 2010, a dû dépenser 679 000 € pour ramasser et évacuer les algues vertes accumulées sur diverses plages. L'Etat (c'est à dire les contribuables) a pris en charge 532 000 € ; les agriculteurs, 23 000 €, les 123 000 € restant imputés à 4 communes : Plestin-les-Grèves, Saint-Michel-en-Grève, Tréduder et Trédrez-Locquémeau.

Cette situation est due à l'incohérence qui a conduit à la mise en œuvre simultanée, en Bretagne, dans les décennies qui ont suivi la dernière guerre, d'un « plan vert » de développement d'activités agricoles (élevage hors sol, agriculture intensive, industries agro-alimentaires) sources d'effluents azotés abondants et d'un « plan bleu » de développement des activités conchylicoles et touristiques sur le littoral qui demandent le maintien d'une grande qualité de l'eau. Les ministères promoteurs de ces plans, travaillant sans vision globale (l'une des tares du système administratif français) avaient simplement « oublié » qu'il y avait un lien entre ces deux plans : l'eau. En conséquence toute surcharge d'effluents azotés en milieu terrestre ne pouvait que conduire par le biais du chevelu hydrographique à une pollution des milieux aquatiques d'eau douce puis littoraux.

2°) Certaines subventions européennes dont j'ai mesuré l'impact négatif lorsque j'étais membre du Parlement européen (1989-1994). A l'époque, la CEE subventionnait l'exportation de morceaux de viande bovine (les CAPAS) délaissés par les consommateurs européens. Congelée, cette viande (provenant pour 40% de France) arrivait sur les marchés de l'Afrique de l'Ouest au prix de 10 F/kg. Un kg de viande achetée à l'abattoir, en Europe, 15 F recevait une subvention dite de restitution de 13 F et quittait donc la CEE au prix de 2,0 F. Le coût des frais financiers, du fret, des taxes locales diverses explique la différence entre le prix de départ de 2 F. et le prix de vente au détail de 10 F. Or, le prix de vente de la viande produite localement s'élevait à...19F/kg. On comprendra donc vite que face au dumping européen les éleveurs locaux qui eux n'étaient pas subventionnés ne pouvaient résister. Et il ne faut donc pas s'étonner d'un abandon par ces éleveurs de leurs activités, de leur émigration vers les bidonvilles des métropoles à la recherche de moyens de subsistance puis de leurs tentatives de rejoindre l'Europe. Paradoxalement au même moment les services de la Coopération et de l'aide au Développement investissaient des fonds de soutien à l'élevage dans l'Afrique de l'Ouest... C'était en particulier le cas de la France, principale exportatrice de viande subventionnée soutenant dans le même temps des programmes de développement de l'élevage. Les Shadoks n'auraient pas fait mieux !

Devenir acteur du développement soutenable demande un changement profond de mode de vie de nos sociétés, un retour vers la primauté de l'intérêt général sur l'individualisme. Or il faut bien constater que le moteur économique de ces dernières décennies a été, au contraire, l'exacerbation de la pulsion consummatrice individualiste. Le débat entre J-M. Pelt et S.Papin (Consommer moins, consommer mieux. Autrement-La Croix. 2009) l'illustre fort bien tout comme ce slogan publicitaire « *La fièvre acheteuse n'est pas une maladie honteuse* » affiché en 2005 par une chaîne de grande distribution. Au moment où une part importante de la population tant européenne que mondiale n'a pas les moyens de contracter cette fièvre

acheteuse, ce slogan est indécent et révoltant. Il est par ailleurs frappant de constater que pour satisfaire la frénésie consummatrice un certain monde économique-financier utilise un langage guerrier. Il faudrait « conquérir » des parts de marchés, « éliminer les concurrents », exacerber la compétition, etc. Est-ce compatible avec une logique de développement soutenable étayée sur la coopération, la solidarité, le partage ? Comme l'écrivait récemment Gabriel Marc, ancien président du CCFD-Terre solidaire « *Le modèle dominant présente l'avantage d'une efficacité sans pareille pour produire des objets et offrir des services marchands. En revanche, il présente l'inconvénient de déshumaniser les personnes, leurs relations, leurs institutions et de pousser chacun à se replier sur sa sphère individuelle au détriment de la collectivité* ». L'un des objectifs du développement soutenable n'est-il pas de ré-humaniser nos sociétés ?

Enfin, mais il y aurait bien d'autres aspects à développer (par exemple la nécessité de développer un esprit de résistance par rapport aux idées uniques, aux modèles dominants), je voudrais attirer l'attention sur un point, celui de l'expertise des nouveaux produits, des nouvelles technologies. Pour avoir vécu la question de l'amiante sur le site universitaire de Jussieu où j'ai travaillé de 1963 à 2002, la question des OGM au sein de la Commission du génie biomoléculaire et de l'intergroupe OGM du Grenelle de l'Environnement, je suis frappé du peu de pertinence de certaines expertises faute d'une vision globale et d'un recours à des commissions tout à la fois pluridisciplinaires et comportant des experts qui ne soient liées ni intellectuellement ni financièrement à la promotion de l'objet de l'expertise. L'affaire récente du Mediator a montré la connivence malsaine entre experts et firmes pharmaceutiques. L'on peut dire la même chose de l'affaire du sang contaminé et de la problématique OGM avant la mise en place du Haut Conseil des Biotechnologies dont la composition répond à plus d'une décennie de critiques sur le monolithisme des structures préexistantes. On avait déjà vu lors de l'épisode du nuage de Tchernobyl épargnant miraculeusement le territoire français combien les scientifiques travaillant dans le domaine du nucléaire avaient été subitement frappés de mutisme lorsque les autorités trompaient l'opinion. Et pourtant ces scientifiques connaissaient l'absurdité des propos officiels. Trop souvent, des expertises sont tronquées, aux réserves exprimées par certains il est répondu un substitut du « *circulez, il n'y a rien à voir* », un « *on pas le temps de faire les études, car il faut se placer sur le marché* », « *des études globales coûteraient trop cher, il faut simplifier* », etc. Cette pratique rejoint les propos précédents sur l'économisme. Elle me semble, en effet, liée à la volonté d'un retour rapide sur investissement qui s'accommode mal du long terme et des générations futures. Mais, elle est aussi liée à l'étroitesse de pensée de « spécialistes » mal formés à une vision globale de la complexité du fonctionnement du vivant. Le Professeur **Didier Sicard**, ancien président du Comité consultatif national d'éthique, a coutume de dire qu'en matière médicale, une certaine médecine essentiellement technique même si elle est performante ne voit plus que la maladie en oubliant le patient. Or le médecin est là pour soigner un patient. L'on pourrait transposer cette attitude à bien d'autres domaines de la vie de nos sociétés.

Et pourtant comme l'écrivait **Jean-Pierre Dupuy** (Retour de Tchernobyl. 2006) polytechnicien et ingénieur des mines : « *Les catastrophes qui barrent notre horizon seront moins le résultat de la méchanceté des hommes ou de leur bêtise que de leur courte vue. (...) Nous savons mais nous ne croyons pas ce que nous savons* »

Mme Gro Harlem Brundtland (Notre avenir à tous, 1988) écrivait déjà : « *Nous empruntons un capital écologique aux générations à venir, en sachant pertinemment que nous ne pourrions jamais le leur rembourser. Ils auront beau nous maudire d'avoir été si dépensiers,*

ils ne pourront jamais récupérer ce que nous leur devons. Nous agissons de la sorte parce que nous n'avons pas de comptes à rendre : les générations futures ne votent pas, elles n'ont aucun pouvoir politique ou financier, elles ne peuvent s'élever contre nos décisions »

S'inscrire dans le développement soutenable, n'est-ce pas montrer que le propos de Mme Brundtland n'est pas une fatalité ?

Jean-Pierre Raffin, Rézé. 2011